

- 
- **La junte birmane fait fi de l'opinion internationale et de l'ONU**
  - **La Chine va lancer la construction d'un pipeline vers la Birmanie**
  - **Les dissidents emprisonnés envoyés à l'autre bout du pays**
- 

## **La junte birmane fait fi de l'opinion internationale et de l'ONU**

*LE MONDE\_ 19 novembre 2008*

Y aller ou ne pas y aller ? La vague de lourdes peines prononcées à l'encontre de près de 80 opposants birmans en une semaine pose un nouveau défi à la communauté internationale et place le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui envisageait de retourner en Birmanie en décembre, dans une position délicate.

Des condamnations d'étudiants et d'opposants à des peines allant de six ans et demi à douze ans et demi d'emprisonnement ont encore été annoncées, lundi 17 novembre, à Rangoun par la Ligne nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix assignée à résidence. La sévérité des sentences prononcées les 10 et 11 novembre - vingt ans de prison pour un jeune blogueur, 65 ans de détention pour plusieurs militants - a surpris plus d'un observateur, six semaines après la libération d'une dizaine d'opposants à la faveur de l'amnistie de 9 000 détenus de droit commun.

Cette répression accrue montre le peu de cas que fait la junte birmane de l'opinion internationale et révèle un peu plus clairement une stratégie "assez fine", notent plusieurs experts de la question birmane, à New York et en Asie, qui préfèrent rester anonymes. Les dix opposants libérés, parmi lesquels U Win Tin, l'un des anciens dirigeants de la LND, emprisonné depuis dix-neuf ans, l'ont été le 23 septembre, soit cinq jours avant la réunion à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, du groupe ad hoc sur Myanmar rassemblant 14 pays et l'Union européenne, dont certains ont salué cette mesure positive. En réalité, la stratégie des généraux birmans est de libérer une poignée d'opposants qui, en raison de leur âge (U Win Tin a 79 ans et une très mauvaise santé) et de leur isolement (ils sont placés sous étroite surveillance) sont inoffensifs, d'autant plus que les jeunes militants sur lesquels ils pourraient s'appuyer sont, eux, envoyés en prison - et pour longtemps. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment à 2 000 environ le nombre de prisonniers politiques en Birmanie. "Le régime veut s'assurer que les quelque 1 500 personnes capables de semer le trouble en Birmanie sont hors d'état de nuire, derrière les barreaux, estime un expert qui se rend régulièrement en Birmanie. Après ça, on peut libérer les vieux, voire même Aung San Suu Kyi : que peuvent-ils faire sans troupes ?"

Les généraux n'entendent donc tolérer aucune contestation à l'approche des élections prévues en 2010 dans le cadre de leur "feuille de route vers la démocratie". C'est là que la voie est étroite pour l'ONU, dont les agences à Rangoun ont été encouragées par un très bon niveau de coopération avec les autorités birmannes sur l'assistance aux victimes du cyclone Nargis, dans le delta de l'Irrawaddy.

Cette coopération a été engagée après la visite de Ban Ki-moon qui, fin mai, a débloqué une situation humanitaire désespérée en allant rencontrer le numéro un du régime, le général Than Shwe. La séparation des questions humanitaires et politiques était alors jugée inévitable ; Ibrahim Gambari, l'envoyé spécial du secrétaire général pour la Birmanie, n'était pas du voyage et il ne fut question ni d'Aung San Suu Kyi ni de réformes politiques pendant cette entrevue. Mais, selon des sources de l'ONU, Ban Ki-moon indiqua qu'il pourrait revenir plus tard pour discuter d'autres questions.

L'occasion s'est présentée en décembre, MM. Ban et Gambari devant se rendre en Thaïlande pour assister au sommet de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est) le 18 décembre. A l'issue de la réunion du groupe de Myanmar, fin septembre, le ministre singapourien des affaires étrangères, George Yeo, avait estimé que le secrétaire général ne "devrait retourner en Birmanie que s'il y avait de clairs signes de progrès". Aujourd'hui, reconnaît un proche de Ban Ki-moon, "il ne semble pas que les conditions soient réunies" pour une visite du secrétaire général de l'ONU.

La séparation de l'humanitaire et du politique était-elle une erreur ? L'assistance fournie par la communauté internationale après le cyclone a-t-elle eu pour effet involontaire de renforcer la junte ? Les avis sont partagés. Un expert pense que l'ONU a "raté l'occasion d'utiliser Nargis comme levier pour étendre l'action humanitaire à d'autres parties du pays" où les besoins sont immenses : "Peut-être s'est-on laissé entraîner par l'élan humanitaire, sans analyser les conséquences politiques".

Pour le représentant de la France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert, "il va falloir rompre le silence autour de ce qui se passe en Birmanie ". D'autres, au contraire, considèrent que l'aide humanitaire ne doit pas être utilisée comme un levier politique et que la situation birmane actuelle offre des possibilités qu'il faut exploiter par "un engagement maximum". Selon l'un de ces spécialistes de la Birmanie, deux transitions sont en cours dans le pays : le changement de génération au sein de l'armée, qui va faire apparaître dans les mois qui viennent de nouveaux personnages à des postes élevés, et le processus électoral de 2010 qui, bien que non démocratique, fournit l'occasion d'un renouvellement de personnel. "2009 va être la période la plus fluide qu'on ait connue depuis longtemps en Birmanie. C'est le moment d'y pénétrer et d'essayer d'influer le plus possible", dit cet expert.

---

### **La Chine va lancer la construction d'un pipeline vers la Birmanie**

*Romandie.com\_ 19 novembre 2008*

La Chine devrait entamer l'année prochaine la construction d'un oléoduc et gazoduc vers la Birmanie qui réduira sa dépendance aux importations via le détroit de Malacca, a affirmé mercredi le China Daily citant des sources officielles. Le géant pétrolier public China National Petroleum Corp (CNPC) contrôlera 50,9% de ce double projet évalué à 2,55 milliards de dollars, la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE, étatique) détenant le reste, précise le journal officiel en anglais.

Oléoduc et gazoduc seront construits par le Yunnan, une province du sud-ouest de la Chine, limitrophe de la Birmanie, a précisé Mi Dongsheng, chef du bureau provincial de la Commission pour le développement et la réforme économique (planification). Le Yunnan projette une série d'investissements dans des projets énergétiques de quelque 72 milliards de yuans au total (8,4 milliards d'euros) en 2009, a indiqué le responsable.

---

### **Les dissidents emprisonnés envoyés à l'autre bout du pays**

*Le Petit Journal\_ 19 novembre 2008*

Au moins 21 prisonniers politiques birmans condamnés à de lourdes peines de prison la semaine dernière ont été transférés dans des prisons situées dans des zones reculées du pays, selon le journal d'opposition The Irrawaddy. Parmi eux se trouve l'un des dissidents les plus célèbres du pays, Min Ko Naing, le leader du groupe Génération 88.

La plupart des détenus ont été condamnés pour leur rôle dans les manifestations anti-junte de septembre 2007. Les peines vont jusqu'à 65 ans de prison. Certains activistes ont été envoyés dans le nord-est, à plus de 1200 kilomètres de Rangoun, quand d'autres se retrouvent exilés au sud du pays ou dans l'extrême-nord. Ces mesures rendront très difficiles les visites de leurs familles. Les groupes de défense des droits de l'homme estiment que la récente vague de condamnations vise à éradiquer toute opposition en vue des élections prévues pour 2010.

---

### **- Opposants à la junte condamnés à 65 ans de prison chacun**

- Vingt ans de prison pour un blogueur et deux ans pour un poète

- **Un ex-assistant à la Maison Blanche représentant pour la Birmanie**

---

### **Birmanie: opposants à la junte condamnés à 65 ans de prison chacun**

*Romandie\_ 11 novembre 2008*

Vingt-trois opposants birmans impliqués dans les manifestations démocratiques de l'an dernier à Rangoun ont été condamnés à 65 ans de prison chacun. Un influent blogueur écope pour sa part de 20 ans de réclusion. Les militants opposés à la junte au pouvoir en Birmanie - parmi lesquels figurent plusieurs femmes - ont été condamnés lors d'une audience spéciale qui s'est tenue à huis-clos dans la prison d'Insein, dans la banlieue nord de Rangoun, a indiqué un membre de la famille d'un des condamnés, sous couvert de l'anonymat.

Parmi les opposants condamnés figurent Ko Jimmy et sa femme, Nilar Thein, qui avait dû abandonner sa fillette de quatre mois lorsqu'elle était passée dans la clandestinité au cours de la répression des

manifestations d'août 2007. Nilar Thein a été arrêtée en septembre, après plus d'un an de clandestinité. Un célèbre blogueur birman a été condamné à vingt ans de réclusion dans la tristement célèbre prison d'Insein. Nay Phone Latt avait utilisé son blog comme un forum de discussions sur les difficultés de la vie quotidienne en Birmanie, notamment la montée des prix et les coupures d'électricité. Amnesty International (AI) a dénoncé ces condamnations. Elles montrent "les vraies intentions du gouvernement qui continue avec sa politique consistant à faire taire toute contestation", a dit Benjamin Zawacki, chercheur pour l'organisation basée à Londres.

-----

### **Birmanie : vingt ans de prison pour le blogueur Nay Phone Latt, deux ans pour le poète Saw Wai** *HNS\_11 novembre 2008*

Reporters sans frontières et la Burma Media Association sont révoltées par la condamnation à vingt ans et six mois de prison du jeune blogueur Nay Phone Latt. Le poète Saw Wai a, quant à lui, été condamné à deux ans de prison pour avoir publié un poème crypté sur le général Than Shwe. "La junte militaire a décidé de punir avec une sévérité sans limites un jeune Birman pour le simple fait d'avoir utilisé Internet. C'est un verdict écoeurant qui vise à effrayer tous les Birmans cherchant à s'échapper par le Web au contrôle ubuesque sur l'information imposé par la dictature. Nous appelons à la libération immédiate de Nay Phone Latt. Saw Wai paye de son côté son impertinence et son courage de poète engagé", ont affirmé les deux organisations.

"Il est aujourd'hui urgent que les blogueurs du monde entier témoignent de leur solidarité avec Nay Phone Latt, en affichant sur leurs blogs sa photo et en s'adressant aux ambassades de Birmanie à travers le monde pour demander sa libération. De même, nous appelons les écrivains à défendre leur collègue Saw Wai, emprisonné pour un simple poème", ont-elles déclaré. Le 10 novembre 2008 dans la matinée, un tribunal spécial réuni au sein de la prison d'Insein a condamné Nay Phone Latt à vingt ans et six mois de prison. La juge Daw Soe Nyaam a énoncé trois peines : deux ans pour violation de l'article 505 (b) du code pénal qui punit la "diffamation de l'Etat", trois ans et six mois pour violation de l'article 32 (b) du Video Act et enfin quinze ans de prison pour violation de l'article 33 (a) de l'Electronic Act.

La mère du blogueur, Daw Aye Than, a déclaré : "Je pensais qu'il serait condamné à dix ou douze ans de prison, mais je ne m'attendais pas à une telle peine. Les autorités ont été trop cruelles à son endroit." Elle n'a pas été autorisée à assister au procès de son fils. Et l'avocat du blogueur a été lui-même emprisonné pour avoir critiqué certaines pratiques de cette cour spéciale. Par ailleurs, le poète birman Saw Wai a été condamné par la même juge à deux ans de prison pour avoir publié un poème de la Saint-Valentin contenant un message codé critiquant le chef de la junte. Le poème intitulé "14 février" a été publié dans l'hebdomadaire populaire Achat Journal (Love Journal). Lus verticalement, les premiers mots de ce poème en birman forment la phrase "Le généralissime Than Shwe est fou de pouvoir". Connu pour ses poèmes romantiques, Saw Wai a été arrêté le 22 janvier 2008 par des militaires, au lendemain de la publication du poème.

Nay Phone Latt, âgé de 28 ans, a été inculpé le 7 juillet 2008, après avoir été interpellé le 29 janvier à Rangoon. Il était en possession d'une vidéo interdite par la junte militaire au pouvoir. Nay Phone Latt est propriétaire de deux cybercafés à Rangoon. Il tient un blog (<http://www.nayphonelatt.net/>) sur lequel il témoigne de la difficulté que rencontre la jeunesse birmane pour s'exprimer, notamment depuis les manifestations de l'automne 2007. Il a été arrêté avec plusieurs militants de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), qui ont été relâchés quelques heures plus tard. Il souffre d'un problème aux yeux, mais les autorités de la prison l'empêchent de consulter un médecin.

-----

### **Un ex-assistant à la Maison Blanche représentant pour la Birmanie** *Cyberpresse - 10 novembre 2008*

Le président américain George W. Bush a décidé de nommer un ancien collaborateur de la Maison Blanche, Michael J. Green, au poste de représentant spécial pour la Birmanie, a annoncé l'administration lundi. M. Green, actuellement professeur à l'université de Georgetown à Washington, doit devenir représentant spécial des Etats-Unis et coordinateur politique pour la Birmanie avec le rang d'ambassadeur, a dit la Maison Blanche dans un communiqué.

- 
- **Myanmar : un important responsable rencontre un général chinois**
  - **Expo photo Birmanie rêves sous surveillance - Paris 13 - novembre**
- 

### **Myanmar : un important responsable rencontre un général chinois**

*Xinhua News\_28 Octobre 2008*

Le président du Conseil d'Etat de la paix et du développement du Myanmar, le général (Gal) quatre étoiles, Than Shwe Mann, a reçu le chef adjoint de l'état-major de l'Armée de libération du peuple (ALP) de Chine, le Gal Zhang Li, lundi dans la nouvelle capitale du pays, Naypyidaw. Le Gal Than Shwe Mann est par ailleurs commandant en chef des Services de défense du Myanmar. Le Gal Zhang, à la tête d'une délégation militaire, est arrivé lundi à Rangoon dans le cadre d'une visite de courtoisie sur invitation de son homologue du Myanmar.

Lundi après-midi, les deux généraux ont discuté de la possibilité de renforcer la coopération amicale entre les forces armées de leur pays respectif. A cette rencontre étaient présents l'ambassadeur de Chine, Guan Mu, et l'attaché militaire, le colonel Fan Lianfeng. Dans la soirée, le général birman a donné une réception au ministère de la Défense en l'honneur de la délégation chinoise.

---

### **Expo photo Birmanie rêves sous surveillance - Paris 13 - novembre**

Exposition de photographies du 10 au 23 novembre aux Vôutes. Soirée de projections inédites en présence de cinéastes birmans le 20 novembre.

Evènement présenté dans le cadre du Mois de la photo-off à Paris par le collectif Les yeux dans le monde en partenariat avec Amnesty International, Info Birmanie, Reporters Sans Frontières, Les éditions Autrement.

Exposition des photographies issues du livre *Birmanie, rêves sous surveillance* (éditions Autrement) par Manon Ott et Grégory Cohen. Illustrations par Mathieu Flammarion.

Vernissage le jeudi 13 novembre dès 18h

Entrée libre à l'exposition du 10 au 23 novembre, tous les jours de 15h à 20H30.

L'exposition d'une cinquantaine de photographies noir et blanc est construite autour de témoignages de résistants birmans (artistes, écrivains, journalistes, travailleurs ou moines). Inspirés par ces récits, les photographes – Manon Ott et Grégory Cohen - glanent, dans le paysage urbain de ce pays, des indices, des scènes, des regards ou des attitudes qui expriment leur propre ressenti vis à vis de ces histoires birmanes. La question de la responsabilité de l'auteur face à la réalité restituée ou interprétée habite leur travail documentaire de part en part.

Des panneaux de textes présentent les témoignages de plusieurs figures de la résistance birmane, des témoignages qui montrent ce que la répression tue de l'humanité et comment la résistance des esprits est devenue une culture à la fois intime et nationale ; la référence à Orwell dans 1984 y est omniprésente. Enfin, en contrepoint de ces rencontres, les peintures et illustrations de Mathieu Flammarion reconstituent l'univers de la répression et de la censure qui forment la toile de fond de cette exposition.

Projections inédites d'essais et films documentaires par des cinéastes birmans suivies d'une rencontre-débat avec The Maw Naing (cinéaste indépendant de Rangoon)

le jeudi 20 novembre à 19h45

La soirée s'ouvrira avec deux essais de 15 minutes du cinéaste The Maw Naing : "Again and again" qui a reçu le Prix special du Zebra Poetry Film Festival 2008 à Berlin puis "Are not as...". Les essais de The Maw Naing, poèmes à la fois visuels et sonores, ont été réalisés en Birmanie. \_ De fait, c'est de manière indirecte, par le biais des métaphores du recyclage du verre ou du cube labyrinthique, que l'auteur nous emmène dans l'état intérieur des birmans, un état d'emprisonnement au sein d'un cycle qui se répète encore et encore, un état dont il essaie de sortir à sa façon, trouver l'issue et "ne pas être comme ...".

The Maw Naing travaille les allers-retours entre le contexte birman et ses états intérieurs.

A la suite des projections, une rencontre sera organisée entre le cinéaste et le public.

Puis à 21h30, nous présenterons "Les alliés célestes" (Friends in a high place), tourné en pellicule 35 mm, ce documentaire de 58 mn a été réalisé en 2001 par Lyndsey Merrison :

"En Birmanie, à l'ombre de la dictature militaire et de la religion bouddhiste, survit l'ancien culte animiste des naq. Lyndsey Merrison, documentariste d'origine anglo-birmane, nous emmène dans l'univers méconnu et haut en couleur de ces êtres surnaturels, en compagnie de deux vieilles Birmanes pleines d'humour".

Son film a été diffusé entre autre sur Arte en 2001 et a reçu de nombreux prix au sein des festivals dont celui du documentaire scientifique d'exception, Pärnu 2001 (Estonie) ; l'Award of Commendation 2002 par la Société américaine d'anthropologie visuelle, et fut remarqué au Festival international du film de Berlin (2002), aux Visions du réel (Nyon, 2001), etc...

Au delà du regard anthropologique ainsi porté, la question que nous pose aussi ce film est de savoir comment sous un régime aussi répressif, l'appel de mondes imaginaires et surnaturels, les transes et les rituels animistes, en sus d'une fonction évidente d'échappatoire, peuvent devenir ou non des arts de la résistance.

LIEU :

LES VOUTES – bel espace artistique et atypique, plateforme de création et de rencontres situés au 19, rue des Frigos 75013 PARIS

M°bibliothèque François Mitterrand (L.14, RER C)

Bar et restauration sur place

Ouvert du 10 au 23 novembre de 15h à 20h30

Entrée libre et gratuite

- 
- **Document de la censure militaire énonce "dix interdits" imposés aux médias privés**
  - **Des ONG dénoncent les violences faites aux femmes birmanes**
- 

### **Document de la censure militaire énonce "dix interdits" imposés aux médias privés**

*Reporters sans frontières\_4 novembre 2008*

Reporters sans frontières et son organisation partenaire, la Burma Media Association, ont obtenu la copie d'un document, récemment adressé par le Bureau de la censure militaire aux médias birmans, détaillant dix règles imposées aux éditeurs et les sanctions auxquelles ils s'exposent en cas de violation.

"Ce document est un modèle de contrôle de l'information dans la mesure où les autorités menacent de sanctions, allant jusqu'à l'incarcération, les éditeurs qui ne respecteraient pas les règles de la censure préalable. Cette circulaire confirme que la Birmanie demeure un paradis pour les censeurs. Et les militaires ne reculent devant rien pour s'assurer qu'aucune information gênante n'échappe à leur contrôle. Ce document inédit montre dans quel contexte de censure et de menaces la presse privée tente d'informer la population", ont affirmé les deux organisations.

La première règle énoncée par le document est un rappel du principe de la censure préalable : "La publication de toute photo, dessin, peinture, article, roman, ou poème sans avoir été présentée, sera punie." Le Bureau de la censure détaille ensuite neuf autres restrictions auxquelles sont appelés à se soumettre les responsables de publication : certains articles sont interdits en première page, les modifications après vérification des autorités sont prohibées, les photos ou les dessins doivent être à la taille autorisée, tout document rejeté une fois par la censure ne doit pas être représenté.

Ce document, adressé en septembre aux médias birmans, détaille dans une seconde partie les sanctions prévues pour toute violation des interdits. Afin d'intimider les directeurs de publication, le Bureau de la censure liste cinq sanctions possibles :

1. Les publications seront saisies
2. Le droit de publication sera suspendu
3. La rotative utilisée pour l'impression sera confisquée
4. Le droit de publication sera suspendu à vie
5. Les lois de 1962, qui prévoient de lourdes peines de prison, seront appliquées.

La Birmanie compte actuellement plus d'une centaine de publications privées, toutes soumises à la censure préalable du Bureau de contrôle de la presse, dirigé par le major Tint Swe. En plus des sujets traditionnellement interdits, tels que la démocratie, la situation d'Aung San Suu Kyi ou la crise socio-économique, des événements nationaux et internationaux sont régulièrement passés sous silence.

### **Des ONG dénoncent les violences faites aux femmes birmanes**

*Le Temps (Abonnement)\_5 novembre 2008*

La junte prétend qu'aucune discrimination n'a cours dans son pays. Un mensonge grossier d'après le «contre-rapport» de la Ligue des femmes de Birmanie.

Elles sont une douzaine, gaies et pimpantes comme des étudiantes en goguette. Militantes au sein de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) regroupées sous la bannière de la Ligue des femmes de Birmanie (WLB), elles sont pourtant venues en Suisse parler de choses graves: les inégalités et les maltraitements systématiques dont sont victimes les femmes au pays des généraux.

En 1997, la junte militaire s'est affiliée à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toute forme de discriminations contre les femmes (Cedaw). Par pur calcul: le régime espérait en regagner quelque crédit sur la scène internationale. Depuis, il est tenu de présenter des rapports périodiques à la Division pour l'avancement des femmes de l'ONU. Le dernier document officiel publié en 2007 tend à prouver que les autorités birmanes «ne comprennent pas la définition de discrimination par le sexe pas plus que le but de la Cedaw», raille la Ligue des femmes dans le «contre-rapport» qu'elle est venue présenter à Genève devant l'ONU.

Ces activistes ont pris le parti de l'humour, et évoquent les généraux comme elles relateraient les facéties de galopins turbulents. «Lorsque cet après-midi à l'ONU quelqu'un a demandé aux représentants du régime pourquoi Aung San Suu Kyi [ndlr: la porte-drapeau de l'opposition et Prix Nobel de la paix] était assignée à résidence surveillée depuis cinq ans, et si c'était parce qu'elle était une femme, ils ont répondu que cela n'avait rien à voir. Ils ont expliqué qu'elle était une «menace» à la souveraineté nationale, et que, preuve que le régime n'est pas discriminatoire, il n'arrêterait pas que des femmes mais aussi «beaucoup d'hommes», s'esclaffe Nang Charm Tong, membre du Shan Women's Action Network.

Comme ses consœurs, Charm Tong ne vit plus en Birmanie, où toute forme de militantisme est bannie. Elle est réfugiée de «l'autre côté» de la frontière, en Thaïlande. Cheery Zahau, elle, vit en Inde. Il y a quelque temps, la jeune femme est revenue clandestinement au pays de ses origines, recueillir des témoignages de femmes. Ils dépeignent une situation sinistre.

Par tradition, la société birmane privilégie l'homme, un penchant exacerbé par la militarisation à l'extrême du pays et qu'aucune loi ne contrecarre. Dans ce contexte, les femmes sont les premières à pâtir des dépenses insuffisantes de l'Etat en matière d'éducation ou de santé (respectivement moins de 1,3% et de 3% de la richesse nationale quand 40% du budget est alloué à l'armée). Elles endurent aussi la pauvreté qui sévit dans les campagnes. «Pourtant notre pays est riche, martèle Cheery Zahau. Il regorge de ressources naturelles. Elles sont échangées contre les armes qui servent à opprimer le peuple.»

Mais les difficultés des femmes birmanes ne se bornent pas au machisme ambiant. Elles sont «confrontées à la violence à tous les niveaux», alerte le contre-rapport de la WLB. La ligue a dressé un inventaire exhaustif de ces «violences»: travail forcé, comme le transport de munition au service de la junte; prostitution contrainte, parfois sous le patronage même d'officiels du régime; et viols. «De plus en plus de contingents sont envoyés dans les zones ethniques, explique Charm Tong. Les soldats y pratiquent le viol systématique. En toute impunité puisqu'ils n'encourent aucune punition légale.»

«Cet Etat n'est pas sûr, et la situation ne s'y améliore pas, enchaîne une consœur. A l'intérieur du pays 600000 déplacés. Et 2 millions de Birmans sont réfugiés à l'étranger, souvent en Thaïlande, pour fuir les abus en matière de droits de l'homme et la pauvreté. C'est un désastre, qui, contrairement au cyclone Nargis [ndlr: qui a dévasté le sud de la Birmanie en mai dernier], a été causé par l'homme.»

La junte a beau nier encore et toujours les réalités qu'elles dénoncent, ces militantes ne doutent pas un instant de l'utilité de leur combat. «Notre rapport est une façon de stigmatiser les autorités sur la scène internationale. C'est cela qui compte, maintenir la pression. Elles doivent être confrontées à la honte, assure Cheery Zahau. Et il est important de faire savoir aux femmes de Birmanie que le monde ne les a pas oubliées.

- 
- **Six mois après Nargis, les rescapés birmans souffrent toujours**
  - **Birmanie : libération du journaliste Saw Myint Than**
  - **Myanmar : l'ONU frustrée par le manque de résultats tangibles**
  - **Prison pour 6 partisans de Suu Kyi un an après les manifestations**
- 

### **Six mois après Nargis, les rescapés birmans souffrent toujours**

*Le Point\_2 Novembre 2008*

Six mois après le passage dévastateur du cyclone Nargis, qui a fait plus de 130.000 morts en Birmanie, de nombreux survivants dépendent toujours de l'aide humanitaire pour rester en vie. "Nous recevons du riz et des haricots d'une oeuvre de charité appelée Care Myanmar, on boit l'eau de pluie et on mange des poissons de cette rivière", raconte Maung Oo, un homme de 51 ans, dont la hutte de bambou est menacée par les inondations en cette période de mousson.

Dans le village de Pay Kunhnasay, situé à 40 km au sud de Rangoun, chaque nouvelle tempête soulève un vent de panique parmi la population encore très marquée par le cyclone du 2 mai, qui a déversé plus de quatre mètres d'eau. "Nous avons peur de mourir à chaque coup de vent donc nous gardons une radio à portée de main en permanence afin de connaître l'importance du danger en écoutant la météo", raconte Ma Nu, la femme de Maung Oo.

Ici, les importantes pluies de ces dernières semaines ont retardé la plantation du riz. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affirme pourtant que 97% du delta de l'Irrawaddy - connu pour être le "bol de riz de l'Asie" - est de nouveau cultivé. "Nous ne pouvons plus attendre pour cultiver notre propre riz. Nous détestons vivre de la charité, même si nous sommes reconnaissants", regrette Maung Oo. "La situation ne nous permet pas encore d'être indépendants."

### **DES MAISONS POUR LES "VIP"**

Depuis le passage du cyclone, les services de secours ont distribué de l'aide alimentaire à un million de personnes et offert un abri de fortune à 1,7 million de rescapés, rapporte la principale agence de coordination de l'aide. Mais le "Tripartite Core Group", qui regroupe les Nations unies, les autorités birmanes et celles des pays voisins, dit avoir encore besoin d'aide. Seuls 53% des 484 millions de dollars nécessaires ont été versés par les donateurs.

"De nombreux survivants restent vulnérables, particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'eau potable", prévient le groupe dans un communiqué. Dans la région, quelques maisons flambant neuves financées par des donateurs liés à la junte birmane ont poussé çà et là mais, souvent, elles ont été offertes à ceux qui ont su faire jouer leurs relations. "Tous les gens dans le besoin n'ont pas reçu de maisons et tous ceux qui ont eu des maisons ne sont pas dans le besoin", résume un habitant de Latkhitegon, un village au sud de Rangoun où dix nouvelles maisons de bois ont été bâties.

Cinq ont été offertes à des familles durement touchées par le cyclone mais cinq autres sont revenues à des "VIP", ajoute cet homme, qui témoigne sous le sceau de l'anonymat de peur des représailles. A Thayet Thonebin, un autre village où 340 habitants ont été tués, le ministère de l'Energie et la compagnie pétrolière malaisienne Petronas ont financé la construction de 32 nouveaux logements. Mais ici, comme ailleurs, la population a honte de dépendre de l'aide et se désespère de pouvoir reprendre une activité professionnelle. "Les gens comme moi ont été les plus durement touchés", déplore Maung Tun, un

agriculteur qui ne peut plus cultiver de riz. "Le cyclone a paralysé l'économie dans toute la région et il y a très peu de travail pour nous."

-----

### **Birmanie : libération du journaliste Saw Myint Than**

*HNS\_24 octobre 2008*

Reporters sans frontières et la Burma Media Association se félicitent de la libération, le 20 octobre 2008 dans la soirée, de Saw Myint Than, ancien chef des reportages au magazine privé Flower News Journal. Il a été détenu plus d'un mois sans avoir été jugé et sans avoir eu la possibilité d'être défendu. "La libération de Saw Myint Than est un soulagement, quelques semaines après celle dont a bénéficié U Win Tin, le plus ancien prisonnier politique birman qui a passé dix-neuf années en prison. Cependant les arrestations de journalistes continuent en Birmanie. Ainsi le journaliste et opposant Ohn Kyaing, de nouveau arrêté le 1er octobre, est toujours en détention", ont déclaré les deux organisations.

Saw Myint Than, accusé officiellement d'avoir violé l'Electronics Law qui régit les communications électroniques, et d'avoir enfreint un article du code pénal qui punit les critiques des autorités, avait été arrêté le 1er septembre 2008 suite à un article sur un double meurtre. Il a vraisemblablement été arrêté pour avoir répondu aux questions d'un journaliste d'Irrawaddy.org, basé en Thaïlande, après sa première convocation au poste de police. Par ailleurs, la Birmanie, touchée par le scandale du lait contaminé chinois, continue d'empêcher les médias de traiter le sujet au détriment de la prévention de la population qui en consomme toujours en raison de son bas prix. Les médias ont été contraints de ne pas couvrir le cas d'une petite fille qui serait morte, début octobre, après avoir consommé du lait en poudre chinois.

Enfin, le numéro d'octobre du magazine humoristique mensuel, Pyaw Pyaw Shwin Shwin, a été vidé de près d'un tiers de son contenu par le Bureau de la censure. Il s'agissait en grande partie de poèmes. Cela va retarder de deux mois la publication du numéro. Les autorités sont méfiantes envers les poèmes car ils servent parfois à faire passer des messages anti-gouvernementaux dans un langage crypté que les censeurs ont des difficultés à déchiffrer.

-----

### **Myanmar : l'ONU frustrée par le manque de résultats tangibles**

*ONU\_20 octobre 2008*

Le manque de résultats tangibles sur la question des droits de l'homme au Myanmar est une source de frustration, affirme le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un rapport publié lundi. « Bien que l'esprit de coopération entre le Myanmar et l'ONU se soit amélioré au cours de ces derniers mois, grâce notamment aux visites du Secrétaire général et de son Conseiller spécial, Ibrahim Gambari, le fait que les autorités du Myanmar n'aient pas encore pris de mesures probantes à même de produire des résultats tangibles [...] demeure une source de frustration », note le rapport remis à l'Assemblée générale. M. Ban rappelle que son conseiller spécial sur le Myanmar, Ibrahim Gambari, s'est rendu à trois reprises dans ce pays, en novembre 2007, mars 2008 et août 2008.

Au cours de ces visites, il a continué à promouvoir la réconciliation nationale, le rétablissement de la démocratie et le respect des droits de l'homme au Myanmar. Il a mis l'accent sur les cinq grandes questions qui suscitent les préoccupations de l'ONU et de la communauté internationale, à savoir la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi; la nécessité d'un dialogue renforcé, portant sur les questions de fond et assorti d'un calendrier entre le gouvernement et Daw Aung San Suu Kyi; la nécessité d'un processus de transition politique crédible et sans exclusive aucune qui permette d'aboutir à la constitution d'un gouvernement civil et démocratique; les moyens d'améliorer les conditions socioéconomiques, notamment par le biais d'un mécanisme national ayant une large assise; et les moyens de régulariser le processus de concertation et de coopération mutuelles par la voie de bons offices.

Selon Ban Ki-moon, seule une solution politique crédible et non exclusive fondée sur l'entente et l'esprit de compromis mutuels de toutes les parties prenantes peut contribuer à une paix durable, à la réconciliation nationale, à la démocratie et au respect des droits de l'homme au Myanmar. « L'appui de la communauté internationale, notamment des pays de la région, à la mission de bons offices du Secrétaire

général et aux travaux de son Conseiller spécial reste indispensable à la poursuite de ces efforts », ajoute-t-il, saluant notamment le rôle constructif joué l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN). Mais « c'est au gouvernement et au peuple du Myanmar qu'il appartient de forger l'avenir du pays, » souligne-t-il.

-----

### **Prison pour 6 partisans de Suu Kyi un an après les manifestations**

*Le Pays\_25 Octobre 2008*

Un an après la répression brutale du soulèvement des moines bouddhistes en Birmanie, six partisans de l'opposante Aung San Suu Kyi ont été condamnés à de lourdes peines de prison, a indiqué samedi un porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Les six membres du parti de Aung San Suu Kyi, assignée à résidence, ont été condamnés vendredi par un tribunal de Mandalay (centre) pour avoir encouragé et participé aux manifestations contre le régime, a indiqué à l'AFP Nyan Win, porte-parole du LND.

«Six membres du parti ont été condamnés à des peines de 2 à 13 ans de prison. Ils étaient accusés d'avoir incité la population à menacer l'ordre public de l'Etat», a-t-il indiqué. Win Mya Mya, un responsable du parti à Mandalay, a été condamné à 12 ans de prison, tout comme Kan Tun, un autre membre du parti. Min Thu, autre membre du LND, s'est vu infliger la plus lourde peine de 13 ans d'emprisonnement.

«Ils ne sont pas coupables. Nous allons faire appel rapidement», a déclaré Nyan Win. Environ 200 membres du parti dirigé par Aung San Suu Kyi ont été interpellés pendant et après le mouvement de protestation de septembre 2007, consécutif à une brusque augmentation des prix et au passage à tabac de religieux. Le mouvement s'était ensuite amplifié avec plus de 100.000 personnes dans les rues avant d'être finalement écrasé par les forces de l'ordre à partir du 26 septembre, avec un bilan de 31 morts -- dont un journaliste japonais--, 74 disparus et des milliers d'arrestations, selon un enquêteur de l'ONU